
M.E.S., Numéro 132, Vol. 1, janvier – février 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 20 février 2024



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, janvier - février 2024

RELATION DETTE PUBLIQUE ET CROISSANCE ECONOMIQUE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO DE 2000-2020.

Approche d'un modèle à deux dimensions.

par

Jean-Marcel DISASHI-OMOLE

Doctorant, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Kinshasa

Résumé

Cet article vise à analyser la relation entre deux piliers fondamentaux de la santé économique de tout pays, à savoir la dette publique et la croissance économique dont ex ante, les liens s'avèrent difficile à établir et diffèrent selon les particularités et spécificités propres à chaque environnement économique. Cependant, cela prend également compte d'autres facteurs importants qui influencent cette relation tels que le taux d'inflation, le solde budgétaire primaire, le taux d'imposition, les institutions et le taux d'intérêts. Ci-dessous, nous examinons empiriquement l'influence du taux d'inflation sur ladite relation entre 2000-2020. Les observations et analyses faites nous ont permis de proposer des solutions nécessaires en vue de réduire la croissance économique. Enfin, à l'issue de l'analyse du modèle à effet de seuil, l'étude a circonscrit certaines thérapies et enjeux économiques pour les réaliser.

Mots-clés : croissance économique, dette publique, effet de seuil

Abstract

This article aims to analyze the relationship between two fundamental pillars of the economic health of any country, namely public debt and economic growth, the links of which ex ante prove difficult to establish and differ according to the particularities and specificities specific to each economic environment. However, this also takes into account other important factors that influence this relationship such as the inflation rate, the primary budget balance, the tax rate, institutions and the interest rate. Below, we empirically examine the influence of the inflation rate on the said relationship between 2000-2020. The observations and analyzes made allowed us to propose necessary solutions to reduce economic growth. Finally, at the end of the analysis of the threshold effect model, the study circumscribed certain therapies and economic issues to carry them out.

Keywords : economic growth, public debt, threshold effect

INTRODUCTION

Ce travail se donne comme objectif principal, l'étude de la relation dette publique et croissance économique en République démocratique du Congo. En effet, bien que les cycles d'endettements et des désendettements soient étroitement liés au cycle de la croissance économique, le lien s'avère difficile à établir entre ces deux paradigmes.

Dans beaucoup des pays développé (Etats unis, Japon, Canada, France, Allemagne, Royaume uni) la relation entre ces deux variables d'intérêt est positive, au motif que les périodes d'euphories et de forte croissance a été accompagné par des endettements élevé, ce qui n'est pas forcément le cas pour d'autres pays où les périodes de croissance plus faible s'accompagnent d'un endettement plus mesuré (Carton, B. 2013). In fine, bien que la corrélation entre la dette et la demande domestiques soit forte, il a été observé également qu'aux Etats Unis la dette nominale des ménages avaient baissé de 5% entre 2008-2012, tandis que le PIB nominal augmentait de 10 % au cours de la même période, ce qui implique une baisse sensible du ratio dette/PIB. Les évolutions analogues ont eu lieu au Royaume unis, au Japon, au Canada, en France et en Allemagne, cet exemple éloquent, prouve à suffisance que le désendettement n'est pas forcément nocif à la croissance économique.

En tout état de cause la relation dette et croissance est double, du fait qu'à court terme une augmentation de l'endettement soutient la demande domestique ou demande des agents économique non financier (ménage, Etat, entreprise non financière), ainsi que la croissance économique. Par contre, d'après les monétaristes à long terme un niveau d'endettement trop élevé entrave le potentiel de la croissance économique. L'analyse de ladite relation s'avère inéluctable et devient une préoccupation fondamentale des responsables de la politique économique de la

plupart des pays en développement (PED) en général et d'Afrique subsaharienne en particulier (Bolito, R. 2023).

Selon Bolito, R. (2023), « Il est à peine important de souligner que la dette des PED date des années 1970, décennies au cours de laquelle beaucoup des pays se sont engagés dans le programme d'autosuffisance alimentaire et d'industrialisation. En Afrique, la plupart des gouvernements confrontés à la baisse des activités économiques dont l'impact serait négatif sur le niveau de vie des populations, se sont engagés dans les programmes parfois ambitieux ayant pour finalité de promouvoir la croissance économique et le développement. Mais comment y parvenir dans un contexte permanent d'insuffisance caractérisé d'épargne intérieure, 'et de précarité des recettes publiques ? ».

C'est ainsi que bon nombre des pays africains, en général, dont particulièrement la République Démocratique du Congo (RDC), a souscrit à la logique de l'endettement considéré comme recours ultime au relèvement de la demande domestique et porte étendard pour tout développement économique. La plausibilité de cette étude réside dans le fait qu'elle permet :

- de clarifier et de comprendre le paradigme dette publique et croissance économique ;
- d'améliorer les connaissances dans l'étude de la relation dette publique et croissance économique ;
- de révéler l'impact de la dette sur la croissance économique, qui est non seulement essentielle à la réalisation du bien-être collectif du peuple congolais, mais qui nuit également aux niveaux d'activité économique, les rendant explosifs et insoutenables.

Il va sans dire que les problèmes d'endettement de la RDC remontent à 1973-1974. En fait, à la fin de 1972, l'encours de la dette publique s'élevait à 544 millions de dollars, soit 25 pour cent du produit intérieur brut (PIB). Fin 1975, l'encours de la dette croit et se chiffre à 2 915 milliards de dollar américain (USD) soit 90 % du PIB. C'est à partir de cette période que le poids de la dette a commencé à devenir plus important et poser déjà problèmes de viabilité et de soutenabilité.

C'est ainsi qu'en juin 1976, le premier rééchelonnement de la dette fut accordé (Kawata, B 1989). Après cette déchéance, la dette publique a commencé à faire effet boule de neige entraînant ainsi l'accroissement des arriérés de remboursement du principal et le jeu des intérêts pour s'élever à plus de 13 milliards de dollar US en l'an 2000. Cette situation a été exacerbée suite aux problèmes tels que :

- le choix rationnel et efficient de projet d'investissements ;
- l'échec de la modernisation de la structure industrielle qui n'a guère généré des ressources adéquate au remboursement de la dette ;
- la gestion non orthodoxe et calamiteuse de service de la dette publique (principal et intérêt inhérent) dont la RDC a été contraint par les bailleurs de fonds à créer un office de la gestion de la dette publique en sigle (OGDP) ; en 1974 ;
- le premier et le deuxième choc pétrolier respectivement entre les années 1973-1978 entraînant ainsi une augmentation brutale du prix de baril avec comme conséquence l'augmentation de prix de revient des différents produits.(inflation).

Les répercussions de cette situation ont conduit la RDC aux 13 rééchelonnements pour les remboursements de la dette publique. En tout état de cause, la gestion de la dette de l'ex Zaïre appliquée avant l'accord de l'allégement a été caractérisée par deux périodes dont le premier jalonne le programme d'ajustement structurel (PAS) sous le gouvernement de rigueur de l'époque et qui débouche sur un remboursement qui induit la réduction drastique des dépenses de l'éducation (bourse d'étude et restauration des étudiants) et de la santé du fait que la moitié du budget ayant servi au remboursement de la dette. La deuxième période commence dans les années 1985, elle est marquée par une lente dégradation du tissu économique et social, la survenue des pressions à la démocratisation sur les gouvernements africains en général, et de la RDC en particulier, la fin de la guerre froide, l'écroulement de la mine de Kamoto '(1990), les pillages orchestrés par l'armée et la population (1991-1993). Le résultat condensé de cette situation induit,

l'hyper inflation chaotique (perte de toutes les fonctions traditionnelles de la monnaie) et amplifie ainsi la dégradation du tissu économique et social.

Par ailleurs, les évolutions de la politique internationale en matière d'allègement des dettes des pays pauvres que du contexte congolais vont ainsi permettre à la RDC de s'inscrire dans l'initiative de pays pauvre très endetté (PPTE), ayant bénéficié d'un allègement de sa dette publique de plus de 90% par les créanciers multilatéraux (Margaf fev 1987) dans le noble objectif d'arriver à une dette qui soit viable, c'est-à-dire qui respectent certains principes de convergence macroéconomique tels que ; 150 % dette/ recettes d'exportations, 30 % dette/ PIB ou encore 200 % dette/ recettes budgétaire. Ces normes varient selon les communautés économiques régionale et sous régionales. (CER ou CESR).

Il est impérieux de noter qu'au point d'achèvement (2010), le ratio dette publique et recettes d'exportation sur PIB était estimé respectivement à 758 % et 30,57% ; Nous pouvons ainsi poser un questionnement selon lequel s'il est vraiment établi un lien positif entre l'apport des fonds importants reçus par la RDC suite à l'envolée de sa dette et le rythme de sa croissance économique. C'est la préoccupation fondamentale de cette étude qui converge également à :

- l'évaluation quantitative de l'importance de relation dette-croissance du PIB au cours de la période durant laquelle la RDC a renoué avec la croissance économique (2000-2020) ;
- faire sortir les facteurs pouvant renforcer ou amoindrir cette relation ;
- évaluer les répercussions du taux d'inflation sur la croissance du produit intérieur brut..

I. REVUE DE LA LITTERATURE

1.1. Revue de littérature théorique

Concernant ladite influence de la dette sur la croissance économique, signalons à juste titre que trois courants de pensées s'affrontent dont notamment, l'école classique ou école des libéraux (économie de l'offre), l'école Keynésienne (économie de la demande ou de la consommation) et les partisans d'effet de seuil d'endettement. Pour les classiques, la dette publique n'influence pas la croissance. En effet dans le futur l'Etat pourrait procéder au relèvement d'impôt dans le but de remboursement de la dette. Ainsi l'effet de ladite dette sur la croissance pourra s'annuler suite à la baisse de la demande domestique ainsi qu'à la baisse de l'investissement. C'est la théorie de l'équivalence Ricardienne, selon laquelle la monnaie est neutre, ce qui implique qu'il y a dichotomie entre le secteur réel et le secteur monétaire (Bolito R).

Par ailleurs les ménages pourront anticiper au remboursement de la dette publique, en épargnant davantage une grande partie de leurs revenus, ce qui induit également une baisse de la demande domestique et par ricochet la demande agrégée dû à la contraction des investissements productif.

L'approche Keynésienne, occupe une position hégémonique dans l'analyse de politique économique soutient par contre que la monnaie est active à court terme et affecte l'économie réelle. La théorie keynésienne mérite une attention particulière du fait que l'économie Américaine a été relancée vers les années 1930 (grande dépression) suite à la politique des grands travaux dont le gouvernement de Roosevelt devrait s'endetté auprès de la banque centrale pour stimuler la consommation considérée comme thérapie à la crise de surproduction. Ainsi pour les Keynésien il y a absence de la dichotomie entre le secteur réel et monétaire, et que la monnaie n'est pas neutre à court terme.

Les théories du seuil d'endettement par contre convergent à la position Keynésienne de l'influence positive de la dette sur la croissance économique, jusqu'à un certain seuil d'endettement au-delà duquel l'effet de la dette devient nuisible à la croissance économique. En revanche les monétaristes s'opposent aux politiques budgétaires laxistes délibérées de toute contrainte de convertibilité interne et externe du gouvernement et convergent également à la logique Keynésienne de la positivité de la dette publique à court terme.

1.1.1. Dette publique et effet de seuil

Les travaux de Krugman (1988) et Cohen (1992) ont donné naissance à la théorie de la dette excessive ou exorbitante (debt over Hang). Cette théorie établit qu'à partir d'un certain seuil de la dette la consommation, l'accumulation du capital et la croissance économique se trouvent inhibées et compromises. En effet, une dette explosive pose les problèmes de soutenabilité et de viabilité et devient nuisible au bien-être social du fait qu'elle décourage l'accumulation du capital et pose les problèmes de la solvabilité et la liquidité vis-à-vis des créanciers. Le poids insupportable de la dette est une pesanteur au développement du pays aux économies fragiles et segmentées. Il est certes vrai, que plus une dette est importante plus il est difficile de l'empêcher de croître, on assiste ainsi à l'effet boule de neige de la dette. Cohen, essaye de démontrer cette assertion au travers sa courbe qu'au fur et à mesure que l'encours de la dette évolue la probabilité de remboursement devient de plus en plus réduite.

1.1.2. La théorie de Reinhart (2000)

On peut noter que la question concernant le lien causal entre le niveau de la dette publique et le taux de croissance est loin d'être résolue. Si elle a permis de fournir certaines réponses, la base des données constituée par l'auteur à la fin des années 2000 n'a pas clôt le débat, bien au contraire elle a continué à le relancer. Selon cette théorie, lorsque la dette publique devient élevée les agents économiques vont restreindre leurs dépenses présentes, au motif qu'ils anticipent une augmentation future des impôts afin de rembourser la dette qui les pousse à épargner maintenant dans le but d'assumer la charge fiscale supplémentaire avenir. Cette théorie converge certes avec celle de l'école classique. En tout état de cause, comme les dépenses des agents économiques se réduisent le taux de croissance se contracte. Dans un livre (Reinhart et Rogoff de 2000-2009) ont tenté de fournir une réponse à cette question. La constitution par leurs soins d'une nouvelle base des données couvrant soixante-six pays et permet dans un premier temps d'attester empiriquement la corrélation négative entre dette publique et le taux de croissance. Leurs résultats principaux sont de montrer que lorsque le ratio dette publique PIB d'un pays dépasse 90 %, le taux de croissance est négativement affecté, notamment à long terme. Ainsi avant ce seuil de 90 % le taux de croissance n'est que faiblement influencé par le niveau de la dette publique. Eu égard à cette assertion, ces deux auteurs convergent aux tenants de la théorie d'effet de seuil de la dette publique.

Pour éviter toute ambiguïté nous sommes dans l'obligation d'expliquer ces deux concepts qu'est le seuil d'endettement et le ratio dette/PIB afin d'en avoir le même entendement.- Le seuil d'endettement est le niveau au-delà duquel l'impact d'endettement devient moindre, nul ou nuisible à la croissance économique. Toutefois ce seuil doit être comparé au taux d'endettement du pays. C'est-à-dire le ratio dette/PIB, si jamais ce taux d'endettement est inférieur au seuil, cela implique que le pays dispose encore de marge d'endettement nécessaire pour faire recours au financement des activités économiques via le service de la dette. A l'inverse le recours à la dette au financement de la croissance devient extrêmement moindre ou nuisible. De ce qui précède nous sommes donc en droit de dire que le seuil d'endettement n'est pas le même pour toutes les économies ou encore une théorie prête à porter. Tout dépend du niveau du taux d'endettement, et des singularités propres à chaque Etat.

Il est impérieux de souligner à ce niveau que contrairement à la théorie de seuil d'endettement, qu'il n'existe nullement pas un niveau plancher ou plafond de dette à atteindre, l'essentiel est que l'excédent du solde budgétaire primaire courant puisse couvrir les charges de service de la (dette antérieure et intérêt inhérent).

1.2. Revue de la littérature empirique

Beaucoup d'études ont été menée empiriquement sur la question du financement des économies via l'endettement public. Nous pouvons ainsi citer quelques études bien que la liste ne soit pas exhaustive.

Alima I (2013) a estimé l'impact de la dette publique externe sur la croissance dans les 4 pays membres des Etats d'Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda, La République unie de Tanzanie et le Rwanda) pour une période de 1981-2014. L'analyse des données a été basée sur les techniques

d'estimation des modèles à effets fixes et effets aléatoires. Les résultats de l'analyse ont démontré que la dette publique externe impacte négativement la croissance économique des Etats d'Afrique de l'Est (CAE)

Panizza et Presbitero (2014) ont utilisé l'approche de l'instrument variable pour étudier l'influence de la dette publique dans les pays membres de l'OCDE. Leurs analyses révèlent une relation négative entre la dette publique et la croissance économique.

Ibrahim Dogan et Faik Bulgili (2014) ont examiné la relation entre la dette publique et la croissance en Turquie sur une période allant de 1974 à 2009. L'étude était basée sur la Co intégration c'est-à-dire relation de long terme entre l'endettement public et privé en vue de répondre à la problématique des modèles de Markov Switch ING. Primo : les emprunts extérieurs ont un impact négatif sur la croissance économique, secundo : l'impact négatif de l'endettement public sur la croissance économique excède celui de l'endettement privé sur la croissance économique et le développement.

D'après cette étude l'endettement public n'impact pas la croissance. Nous pouvons encore citer dans le même ordre d'idée l'article de Samir (2014) qui a examiné l'effet de l'endettement sur la croissance économique de la Tunisie.

La méthodologie empirique a employé l'approche autorégressive à retard échelonné et arrive à démontrer que la dette publique avait un impact négatif sur la croissance au cours de la période 1970-2010. Ces résultats indiquent en outre qu'un allègement et une réduction de la dette de la Tunisie aura des répercussions favorables sur la croissance de PIB.

Taief (2014) s'est préoccupé aussi à évaluer l'effet de la dette publique sur la croissance économique. L'analyse portait sur 35 pays de l'union économique européenne et quelques pays avancés. Les estimations selon la méthode du moment généralisé en panel dynamique ont abouti aux résultats suivants : pour le groupe des pays qui maîtrisent bien leur ratio d'endettement l'impact de la dette est positif sur le PIB. En revanche, l'influence de la dette publique est négative pour le cas des pays qui ne parviennent pas à maîtriser leur portefeuille d'endettement. Ces résultats convergent à l'apport de Krugman de la théorie de la dette explosive (debt overhang) qui stipulent que l'endettement est bénéfique économiquement à la seule conditionnalité, qu'elle soit gérée de manière altruiste et prudente.

Il est à peine nécessaire de souligner aussi que, la dette publique ne doit guère dépasser 60 % du PIB dans l'esprit des accords de Maastricht pour les règles de stabilité et de croissance. Ceux-ci constituent même la condition sine qua non à l'adhésion à l'union européenne comme principe de convergence macroéconomique.

Les travaux de Semadza et Al (2017) sur 39 pays d'Afrique subsaharienne (ASS) entre 1990 à 2013 utilisant la technique d'estimation des méthodes généralisées du moment, relevant l'impact de la dette positive sur la croissance économique. Les études menées pour le Ghana pendant la période 1970 à 1993 par Shaffiala Segran et Asalo, utilisant les séries chronologiques annuelles et arrive à la conclusion selon laquelle que la dette publique peut booster la croissance économique à court et à long terme. Les auteurs Hind Es Soumboula et Ahmed helmaoui (2019) intéressé à la problématique de l'effet de la gestion de la dette sur la croissance économique au Maroc, utilisant le modèle Var structurel convergent à la conclusion que l'impact de la dette sur la croissance du PIB est positif au cours de la période de 1998 à 2001

Kumar et Woo (2010) ont également exploré l'impact du surendettement sur la croissance économique à long terme, les données des 19 pays avancés et émergent ont été soumis à l'analyse au cours de la période 1970 à 2007 par la méthode de moment généralisé, les résultats empiriques révèlent que seul le niveau élevé de la dette publique supérieure à 90 % du PIB est nuisible à la croissance.

Cecchetti et Al 2011 examinent les données annuelles du PIB par tête et du stock de la dette non financé pour les 18 pays de l'OCDE sur la période de 1980 à 2010 par la méthode de Hasen (1919). Les résultats des estimations attestent l'impact négatif de la dette gouvernementale à partir d'un certain seuil estimé à 85% environ du PIB.

Dans une récente étude Egert (2013) utilise un jeu des données plus récentes avec un test économétrique plus formel pour évaluer la relation linéaire ou non linéaire de la dette publique sur la croissance économique.

La conclusion est que tout dépend du seuil d'endettement estimé à 90% du PIB pour que la dette publique puisse stimuler la croissance économique.

Reinhart et Rogoff (2010) en utilisant des modèles de seuil non linéaire, les résultats montrent que la recherche d'une relation non linéaire négative entre le ratio de la dette publique et la croissance économique est extrêmement difficile et sensible au choix de modélisation ainsi qu'à la couverture des données, l'étude est basée sur la régression multi variée avec les données de la dette de l'administration centrale de 1946 à 2009. Il importe de souligner que les résultats réalisés confirment sur un ensemble des données dans le court terme y compris la dette des administrations publiques (1960-2010) en utilisant un modèle bayésien moyen multi varié dans une période de croissance.

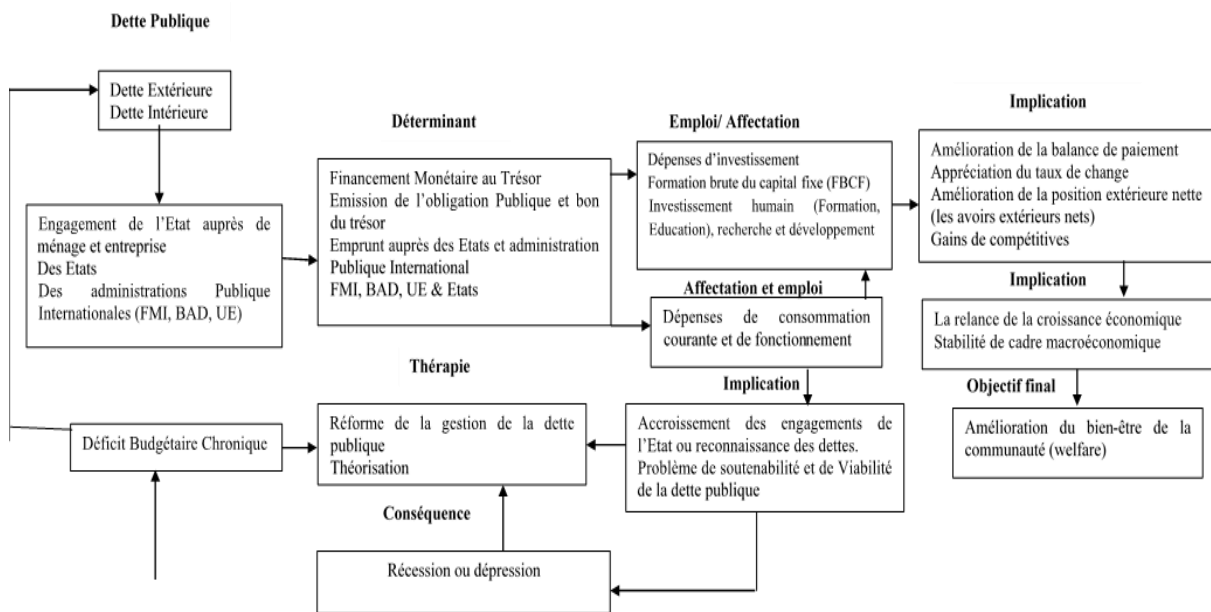
Utilisant des données de l'année 2010 issue de la base des données de la banque mondiale, les conclusions des résultats de travaux d'Eberhand et Presbitero (2013) sont fort instructive. Ces auteurs reconnaissent certes l'existence d'un seuil d'endettement défavorable pour la croissance économique. Toutefois, ils refusent l'idée de généraliser ce seuil pour les autres pays aux réalités économiques différentes. .

Le ratio « dette par rapport au PIB, » c'est un indicateur de la dette le plus couramment utilisé, qui mesure l'évolution de l'endettement en fonction du PIB. Il assume le niveau d'endettement par rapport à l'activité économique d'un pays. Il indique implicitement que toutes les ressources générées par l'activité économique sont disponibles pour financer et couvrir le poids de la dette intérieure. C'est qui n'est pas nécessairement vrai.

Kazadi N, Ntanga ont examiné l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique de la R.D.C. utilisant le modèle à correction d'erreurs (Engel et granger 1987) estimé par la méthode des moindres carrés ordinaire sur une période de 1981 2015. Le résultat des estimations indique une relation non linéaire entre la dette publique et la croissance économique ainsi qu'un seuil optimal de 22 % du PIB. Tout endettement au-delà de ce seuil peut générer un effet négatif voir moindre sur la croissance économique. Par conséquent, il s'impose une gestion altruiste de la dette publique.

Au regard de la revue de la littérature parcourue, la réalisation de cette présente étude revêt une importance fondamentale pour le cas de la RDC afin de financer les investissements en capital et redynamiser les secteurs promoteurs de la croissance économique déjà en état de délabrement extrêmement avancé. En outre, le pays souffre d'une insuffisance de l'épargne nationale (épargne de ménage, épargne publique et l'épargne extérieure), raison pour laquelle le recours à l'endettement ainsi que sa gestion saine nécessitent des analyses exhaustives pour que ce dernier puisse générer les effets tant attendus par la population Congolaise qu'est éradiquer le spectre de la pauvreté. Ainsi les aprioris théoriques de la relation dette et croissance ont été schématisé par l'auteur comme décliné ci-dessous :

1.3. L'analyse du schéma conceptuel et canaux de transmission



La FBCF est égale aux acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisés par les producteurs résidents au cours de la période de référence, augmentées de certaines plus-values sur les non produits qui découlent de l'activité de production des unités productrices ou institutionnelles.

Ce schéma est un instrument de la politique budgétaire et indique, les canaux des transmissions par les quels la dette publique (variable stock) peut impacter l'économie réelle. C'est à-dire la production, l'emploi et le niveau de prix. Ce schéma est considéré comme une boussole, boîte clignotante pour guider les décideurs de la politique économique à l'usage efficient et altruiste des services de la dette afin d'éviter l'effet boule de neige de la dette publique et la récession

Par ailleurs, plusieurs facteurs peuvent influencer la relation dette publique et croissance économique tels que, les institutions, le taux d'intérêt, le solde budgétaire primaire, et l'inflation.

1.3.1. Les institutions

Les institutions constituent une forme d'organisation économique et sociale de la société comprenant le pouvoir publique, les entreprises,, les ménages qui sont régi par l'ensemble des règles et des lois organisant un Etat. En effets, partant de comportement du pouvoir publique concernant la gestion de service de la dette publique (gestion orthodoxe ou calamiteuse) l'influence de la dette sur la croissance économique peut être soit positive ou négative. Concernant les ménages et l'Etat, une augmentation du taux d'endettement peut susciter une augmentation d'épargne de ménage comme déjà souligné par la théorie Ricardienne. Qui pourrait entraîner une baisse de la demande anticipée et par voie de conséquence contracter la croissance économique. In fine, l'Etat peut procéder à l'augmentation du taux d'imposition dans le but d'accroître les recettes fiscale et para fiscale en vue de remboursement de charge de la dette, ce qui va déprimer le pouvoir d'achat des agents économiques et réduire de ce fait la demande anticipée avec comme conséquence le recul de la croissance économique. En définitive, le comportement des agents économiques influence la relation dette publique et croissance économique.

1.3.2. Le taux d'intérêt

Le taux 'd'intérêt est un déterminant de l'investissement, les variations du taux d'intérêt impactent positivement (baisse du taux d'intérêt) ou négativement (hausse du taux d'intérêt) la croissance économique. En effet, lorsque le ratio dette/PIB d'un pays devient trop critique, les prêteurs potentiels optent pour le relèvement du taux d'intérêt pour se couvrir du risque de défaut. En outre, il devient difficile pour un pays de renforcer sa dette existante, et cela rend

l'expansion économique comme le logement, la croissance des entreprises et les prêts automobiles plus coûteux. Le taux d'intérêt et la croissance économique sont deux variables contracyclique. La hausse du taux d'intérêt réduit l'endettement et par voie de conséquence la croissance économique, ce qui réduit l'intensité de la relation dette et croissance. Par contre la baisse du taux d'intérêt entraîne une augmentation de l'endettement ainsi que la croissance économique. Ce qui renforce la relation dette et croissance économique.

1.3.3. Le solde budgétaire primaire

Le solde budgétaire primaire ou l'épargne publique reflète la différence entre les recettes et les dépenses de l'Etat au cours d'une année. Force est de souligner que le solde excédentaire traduit une épargne publique supplémentaire. Cette situation oblige l'Etat à recourir des moins en moins à l'endettement. A contrario lorsque le solde est déficitaire, il se dégage une insuffisance des recettes par rapport aux dépenses, cette situation pourrait contraindre le pouvoir publique à recourir à l'endettement afin de pallier aux insuffisances des recettes publiques. En clair le solde budgétaire négatif renforce le lien dette et croissance, alors que le solde budgétaire positif amoindrie cette relation.

1.3.4. Le taux d'inflation

L'inflation est une augmentation généralisée des prix des biens et des services au cours d'une période bien déterminé suivie de l'effondrement ou de la baisse de la valeur de la monnaie, et entraînant ainsi l'effritement du pouvoir d'achat de la demande domestique. En effet l'inflation déprime le pouvoir d'achat des agents économiques avec comme conséquence légions la baisse de la demande anticipée et par voie de conséquence le recul de la croissance. Cette situation va contraire au pouvoir publique de souscrire à l'endettement. C'est le cas de la thérapie utilisé par John Maynard Keynes pour stimuler la consommation aux USA au travers la politique des grands travaux afin d'éradiquer la crise de surproduction et de relancer l'économie Américaine vers les années 1930.

II. PRESENTATION DES RESULTATS ET ANALYSE

Il est inconcevable à ce que l'influence de la variable indépendante (dette publique) soit identique sur toute la période d'observation sur la variable dépendante (croissance économique) Raison pour laquelle les données ont été subdivisées en deux sous 'périodes, c'est donc le modèle à deux régimes

Résultats du modèle de seuil

Dependent Variable: CROISS
 Method: Threshold Regression
 Date: 04/19/23 Time: 01:35
 Sample (adjusted): 2000Q2 2020Q4
 Included observations: 83 after adjustments
 Threshold type: Bai-Perron tests of L+1 vs. L sequentially determined thresholds
 Threshold variable: DETTE
 Threshold selection: Trimming 0.15, , Sig. level 0.05
 Threshold value used: 44.7225

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DETTE < 44.7225 -- 43 obs				
C	1.436551	2.161161	0.664713	0.5082
DETTE	0.231106	0.112384	2.056390	0.0431
D(INF)	-0.255741	0.091415	-2.797581	0.0065
44.7225 <= DETTE -- 40 obs				
C	11.60126	1.844913	6.288241	0.0000
DETTE	-0.066407	0.016431	-4.041523	0.0001
D(INF)	0.014360	0.016840	0.852735	0.3965
R-squared	0.409138	Mean dependent var	4.736160	
Adjusted R-squared	0.370771	S.D. dependent var	3.463433	
S.E. of regression	2.747333	Akaike info criterion	4.928681	
Sum squared resid	581.1834	Schwarz criterion	5.103537	
Log likelihood	-198.5403	Hannan-Quinn criter.	4.998929	
F-statistic	10.66363	Durbin-Watson stat	0.215193	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Le résultat de modèle à effet de seuil montre que le seuil optimal de la dette publique pour le cas de la RDC est de 44,7225%. En effet lorsque la dette en pourcentage du PIB est inférieure à ce seuil, une augmentation de 10 points de la dette publique induit une augmentation de 2,31 points de la croissance économique. A l'inverse, au-delà de ce seuil, les répercussions sur la croissance économique sont moindres ou négatif face à l'endettement.

Lors que la dette publique est inférieure au seuil d'endettement de 44,7225, la dette publique agit positivement à la croissance économique. Par contre, l'impact de l'inflation sur la croissance économique est négatif.

Lors que la dette publique est supérieure au seuil de 44,722, l'endettement dévient nuisible à la croissance économique, pendant que l'impact de l'inflation sur la croissance devient positif. Nous constatons également qu'au seuil de 44,722 ; le pays dispose les marges d'endettement favorable à la croissance économique au motif que le taux d'endettement se chiffre à 15,6% pour l'année 2020.

CONCLUSION

Les résultats de cette étude confirment les hypothèses formulées. Au motif qu'il n'y a pas une position unique sur l'influence de la dette sur la croissance économique. A court terme, l'endettement pourrait impacter significativement la croissance économique avec les implications positives sur la demande domestique qui amplifient de ce fait l'inflation. A long terme, l'endettement pourrait entraver ladite croissance économique. En effet, l'endettement augmente certes le portefeuille de la demande domestique, cependant, le taux d'endettement exorbitant pourrait, dans le futur, déprimer le même pouvoir d'achat de cette demande et compromettre la croissance de la demande agrégée.

Pour le cas de la République Démocratique du Congo, il est impérieux pour l'Etat d'appliquer une politique budgétaire expansive dans le noble objectif de doter à tous les travailleurs Congolais d'un salaire minimum inter garanti (SMIG) en vue de soutenir la demande domestique considérée non seulement comme moteur des investissements productifs, mais également gage d'une activité économique soutenue et base de la demande agrégée.

BIBLIOGRAPHIE

- ARTHUS, P, BETBEZE, J, .BOISSIEU, C, *La crise de subprimes*, conseil d'analyse économique, Paris 2008
- Bulletin statistique de la dette publique n°14/2020
- BURRO, R. (1974) Are government bonds journal of political economy n°1 net wealth. Les emprunts publics sont-ils sources d'endettement privés.
- Financial Stability Board « Shadow Banking Scoping the issues » archive sur [http://WWW.Financialstabilityboard.org/achive 12/, avril/ 2011](http://WWW.Financialstabilityboard.org/achive%2012%2F%20avril%2F%202011)
- FMI Base de donnée du département Afrique 29 Mars 2006 et base de donnée de perceptives de l'économie mondiale.
- GILLES, S-M., « Le Shadow Banking, un outil transparent au service de financement de l'économie réelles », n° 8, 2013
- KABAMBA, M MATADI, L., Fluctuation du taux de change et croissance économique en République Démocratique du Congo, FASEG, Université de Kinshasa 2018
- KABUYA, K., KIKASSA, M., *Stabilisation Economique et financière au Zaïre, de la dévaluation en cascade à la démonétisation*, Kinshasa, CEPAS, 1980
- MANKIW, G., *Macroéconomie*, 7^e éd, Nouveau Horizons
- Rapport annuel de la gestion de la dette publique 2020.
- Rapport annuel de la gestion de la dette publique, 2018
- TATOUTI, R, JABHAOUI S, MABROUKI, H., *L'impact de la dette extérieure publique sur la croissance économique au Maroc*, 2019

- TOUSSAINT, E., *Procès d'un homme exemplaire*, 2013
- TOUSSAINT, E., Réponse de la lettre de Philippe Roi de Belge sur les responsabilités de la Belgique dans l'exploitation du peuple congolais, juillet 2020.
- WIKENS, *Analyse macroéconomique approfondie*, Traduction de la première édition américaine, p108.